

## CONFLIT À AIR ALGÉRIE

## 20 nouvelles suspensions parmi le PNC

**A quelques jours de la signature d'un accord sur la revalorisation salariale avec la direction générale de la compagnie, une vingtaine de PNC, tous des grévistes, ont été suspendus entre mercredi et dimanche derniers pour différentes raisons.**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - Après les déclarations du P-dg rapportées par un quotidien francophone, la direction des opérations a mis ses menaces à exécution : entre mercredi et jeudi, une vingtaine de PNC ont été mis à l'arrêt pour différentes causes, dont l'absentéisme.

Une démarche que le Collectif ne comprend pas puisqu'elle intervient au moment même du déroulement des négociations avec l'administration. «Nous ne sommes pas contre le fait de demander des comptes. Pas du tout ! Mais arrêter une vingtaine de personnes, c'est désorganiser les vols dans une période chargée ! C'est le directeur des opérations qui a établi cette liste avec son adjoint», s'indigne Nazim Maiza, précisant que c'est pourtant la haute saison (vacances, retour des émigrés et Ramadan).

«Des vols seront dégarnis et le personnel ne sera pas remplacé, cela aura un effet boule de neige sur la programmation des vols», ajoute-t-il, indiquant que le PNC refuse d'être accusé de tous les

torts. Des sanctions ou une simple démarche administrative ? Pourquoi maintenant en plein discussions avec l'administration ? Veut-on briser le mouvement du PNC ? Autant de questions que se posent les travailleurs.

Mercredi, le Collectif du PNC a tenu une rencontre de travail avec la commission chargée du dossier.

«Chacun a émis ses propositions, nous sentons qu'il y a une volonté de changer les choses», confie Nazim Maiza, l'un des quatre délégués du Collectif du personnel navigant commercial.

C'est demain dimanche que le Collectif du PNC et l'administration d'Air Algérie devraient signer, comme annoncé déjà par la direction générale de la compagnie, un accord qui porterait sur une revalorisation salariale.

«Nous pourrions encore attendre une dizaine de jours après la signature du compromis, si la finalisation du dossier exige quelques jours pour régler des détails techniques», explique Nazim Maiza, très satisfait de l'avancement des travaux de la commission et de ses membres



Ce sont encore les passagers qui seront pénalisés.

qu'il qualifie de compétents. Le jeune syndicaliste estime que l'échéancier fixé ne vise pas à mettre la pression à l'administration mais c'est plutôt un moyen de passer à une nouvelle étape.

«Nous souhaitons passer à autre chose et discuter des conditions socioprofessionnelles qui sont lamentables. C'est un point essentiel aussi», dira-t-il, énumérant une liste de contraintes auxquelles les travailleurs font face

depuis des années et qui portent préjudice à l'entreprise. A titre d'exemple, la salle de repos, un espace réservé à la détente du personnel navigant commercial, est sous-équipée.

Pas de chaises confortables, celles qui sont disposées sont vétustes, voire même cassées, pas de cafétéria, les toilettes sont infectes, une table et quelques chaises meublent la salle de briefing, le lieu qui abrite les réunions.

Après des années d'exercice, le PNC est exposé à de nombreuses maladies qui ne sont pourtant pas reconnues comme maladies professionnelles (hypertension, diabète, mal de dos et varices).

«Seule l'otite barométrique est reconnue comme étant une maladie professionnelle», témoigne Samia, chef de cabine depuis 30 ans. Elle sait de quoi elle parle car elle a vu tant de collègues partir ainsi.

«Généralement, une fois à la retraite, vers 45 ans, avec une petite indemnité, le PNC ne peut pas se lancer dans une nouvelle activité. Il ne sait pas faire autre chose !», s'indigne-t-elle. Une richesse inexploitée et qui part en fumée. Durant le mois de Ramadan, les travailleurs ne peuvent pas rompre le jeûne puisqu'il n'y pas de restaurants aménagés pour ce faire.

«Chacun se débrouille. Certains ramènent leur manger avec eux et partagent avec d'autres collègues. Moi, je prends juste un café. Comment le personnel peut accomplir à bien sa mission dans de telles conditions ?», s'interroge Nazim Maiza, assurant que pour le Collectif, améliorer les conditions de travail, c'est permettre à Air Algérie d'aller de l'avant.

I. B.

## AFFAIRE DES 17 MARINS ALGÉRIENS OTAGES EN SOMALIE

## Les AE réagissent et rassurent, les familles doutent

**Suite à ce qui a été rapporté dans la presse de ce jeudi sur l'affaire des 17 marins algériens otages au large de la Somalie, le ministère des Affaires étrangères vient de réagir après un long silence en affirmant que les autorités algériennes suivent de très près et avec une attention soutenue l'évolution de la situation. Dans un communiqué diffusé le jour-même et dont une copie a été adressée au Soir d'Algérie, le MAE précise : «Nous maintenons le contact avec certains de nos partenaires et nous continuons de suivre régulièrement, au sein de la cellule de suivi du ministère, la situation en relation avec un certain nombre d'intervenants dont la compagnie IBC qui est, elle, en contact quasi quotidien avec l'affréteur étranger. La discrétion étant de rigueur dans de pareilles situations pour préserver l'efficacité des efforts en cours, je puis seulement affirmer que l'Etat algérien est pleinement mobilisé...». Une déclaration que d'abord les familles des otages étaient étonnées d'apprendre dans le journal télévisé de 20h de ce jeudi, «sous forme de démenti à ce qui a été rapporté dans la presse», clament-elles. Sachant que l'ENTV n'a pas abordé la question depuis le 2 janvier de l'année en cours, à savoir au lendemain de la capture du vraquier M/V Blida. Dans cet entretien, Fouzi Aït Ramdane, porte-parole des familles des otages, se demande : «Comment peut-on être rassuré par de tels propos, si les différents responsables algériens concernés directement par cette affaire nous renvoient systématiquement à M. Mansouri, le DG de la compagnie IBC. Ce dernier étant actuellement en congé, nous nous demandons comment le MAE affirme dans sa déclaration être en contact permanent avec la compagnie IBC qui est, de son côté, en contact quasi quotidien avec l'affréteur jordanien.»**

Entretien réalisé par Mehdi Mehenni

**Le Soir d'Algérie : Le ministère des Affaires étrangères vient de faire une déclaration officielle sur le suivi de l'évolution de la situation de vos proches otages en Somalie, qu'en pensez-vous ?**

**Fouzi Aït Ramdane :** Je tiens d'abord à préciser qu'il ne s'agit pas d'une déclaration mais plutôt d'un démenti à ce qui a été rapporté dans certains titres de la presse nationale de ce jeudi. C'est ce qui a, d'ailleurs, augmenté notre chagrin, car nous l'avons appris par le biais de la télévision nationale dans son journal télévisé de 20h, qui n'a pas évoqué l'affaire depuis le 2 janvier de l'année en cours, à savoir au lendemain de la capture du vraquier M/V Blida au large de la Somalie.

Lorsque nous constatons que les chaînes de télévision françaises étatiques ouvraient tous les jours et pendant deux ans leurs

journaux télévisés avec l'affaire des deux journalistes français récemment libérés, pris en otages en Afghanistan, nous ne pouvons que s'interroger sur le rôle de notre télévision nationale.

Au lieu de nous soutenir, faire pression et tenir l'opinion publique informée sur l'évolution de la situation, ne serait-ce évoquer l'affaire pour que nos proches ne tombent pas dans l'oubli, pour son deuxième flash télévisé depuis leur enlèvement, l'ENTV agit en pompier au secours du ministère des Affaires étrangères qui ne donne pas l'impression de maîtriser la situation. Savez-vous combien de citoyens se sont rapprochés lors de notre rassemblement ce jeudi à la place du 1<sup>er</sup>-Mai à Alger, pour nous demander pourquoi nous étions là et c'est quoi cette histoire des 17 marins otages en Somalie ? La majorité des Algériens ne savent pas qu'ils ont 17 frères otages depuis sept mois dans des condi-

tions déplorables en Somalie. Et je ne vous dirais pas l'étonnement et les expressions que nous avons lus sur les visages de ces gens-là.

**Mais, justement, le MAE affirme pourtant que les autorités algériennes suivent de très près l'affaire à travers certains partenaires et intervenants... ?**

Ce genre de propos était valable au départ. Maintenant, sept mois sont passés après leur prise en otage et ce n'est pas une promesse ou deux auxquelles nous avons eu droit. Aujourd'hui, nous croyons qu'à ce que se présente sous nos yeux. Nous voulons du concret. Nous refusons désormais de mentir à nous-mêmes pour maintenir l'espoir. C'est à une certaine logique que nous obéissons. Et c'est justement cette logique qui nous interpelle lorsque le ministère des Affaires étrangères affirme qu'il continue de suivre régulièrement la situation en relation avec un certain

nombre d'intervenants dont la compagnie IBC qui est, elle, en contact quasi quotidien avec l'affréteur jordanien.

Le DG de la compagnie IBC étant en congé actuellement et nous avons eu à le vérifier lorsque nous nous sommes déplacés à son siège lundi dernier, je me demande donc bien de quel suivi parle le MAE. Le suivi, peut-être, de négociations qui avancent à petits pas comme le signale l'affréteur jordanien dans son dernier courrier qui nous a été adressé ce 21 juillet ou encore un peu lent comme également souligné dans l'avant-dernière correspondance.

**La discrétion est généralement recommandée dans de telles situations, rappelle le MAE.**

Nous n'avons, à aucun moment, exigé de nous fournir des informations confidentielles dont la divulgation peut nuire à l'évolution des négociations. Au contraire, cela nous rassure qu'il y ait eu des négociations de cette ampleur s'il n'est pas possible de les communiquer. Mais comment peut-on interpréter le fait que le secrétaire général du ministère des Transports qui nous a reçus seulement trois fois après insistance nous renvoie auprès du DG de la compagnie IBC.

Le SG du ministère des Affaires étrangères n'a même pas daigné nous recevoir. Il a délégué uniquement deux fois le directeur du service consulaire pour nous dire allez voir avec le représentant de l'affréteur jordanien, c'est lui qui détient la bonne information. Idem pour une responsable au niveau de la CNAN. Nous sommes des citoyens algériens et c'est à nos

gouvernants que nous voulons nous adresser c'est d'eux que nous attendons soutien et réconfort. Comment peut-il dire de telles choses blessantes à des familles qui savent leurs proches dans l'enfer depuis sept mois et se demandent s'ils vont tenir le coup et revenir sains et saufs. Nous sommes restés ce mercredi de 9h30 à 15h sous une chaire de plomb au siège du ministère des Affaires étrangères et pas un verre d'eau ne nous a été offert. C'est ainsi qu'on traite ses citoyens.

**Y a-t-il un message précis que vous voulez lancer aujourd'hui ?**

Ce n'est pas nous qui voulons lancer un message mais c'est plutôt les 17 marins algériens que nous avons eus au téléphone le 8 juillet dernier. Mon père m'a clairement dit, «mon fils n'attend rien de l'affréteur jordanien, il faut voir avec les autorités algériennes». «C'est moi qui ai travaillé longtemps avec cet armateur et qui suis les otages sur les lieux, donc je suis en position de vous dire qu'il faut l'intervention du président de la République».

L'affréteur jordanien nous a, en effet, promis leur prochaine libération en avril dernier, puis une seconde fois en ce mois de juillet. Il nous a dit : «Vos proches passeront le mois de Ramadan avec vous.» Mais nous avons rien vu venir. Nous essayons de l'appeler depuis quelques jours sur son portable, nous lui avons même envoyé des messages (SMS), mais sans succès. C'est des autorités algériennes que nous attendons une solution et non pas de lui.

M. M.